

TERMINAL MÉTHANIER, RIEN N'EST FAIT !

Vendredi 14 novembre, la salle de sports était pleine pour la réunion organisée par les 8 associations du littoral des Hautes Falaises hostiles à l'implantation d'un terminal méthanier. Devant plus de 300 personnes, les représentants des associations sont intervenus. Guy Le Mignot ouvrit le débat en clamant haut et fort qu'il fallait lutter contre la désinformation organisée par Gaz de Normandie et le Grand Port Maritime du Havre (ex Port Autonome) qui veulent faire croire que tout est fait et que le terminal méthanier sera implanté à Antifer. Il fit le point sur les promoteurs qui ont décidé de poursuivre leurs études après un débat public qui n'a pas démontré l'intérêt du projet. Il rappela que Gaz de Normandie, avec son nouveau directeur, M. Albert Fournier (préfet en poste à Toulouse lors de l'accident AZF), n'est plus une entreprise française, ayant comme partenaires EON (allemand), Verbund (autrichien), la CIM qui vient d'être achetée par un groupe bancaire australien, et POWEO qui est encore français, mais jusqu'à quand ?

Aujourd'hui, aucune décision n'est prise et ne peut l'être car il faut que les études techniques et l'enquête publique soient terminées. La question des possibles recettes que pourraient générer un port méthanier a été abordée car plusieurs élus du canton y voient l'arrivée d'une manne financière grâce à la taxe professionnelle. Mais tout cela est remis en cause car d'ici 2013, l'État se substituera aux collectivités locales.

Les intervenants ont mis en évi-



dence l'inexpérience des promoteurs qui voudraient mettre le Pays des Hautes Falaises en terrain d'expérimentation.

Au cours de cette réunion, plusieurs points ont été abordés tels la légèreté du rapport final de la commission de débat public ; le projet final présenté par Gaz de Normandie diffère de celui présenté lors du débat public sans aucune mention sur la sécurité maritime alors qu'il est prévu un méthanier tous les deux jours ; un nouveau président de Gaz de Normandie qui souhaite entrer en dialogue alors que rien n'a été fait en ce sens tout au long du débat public ; un gazoduc qui cheminerait en Seine-Maritime vers l'Eure mais dont on ne nous parle quasiment pas ; une usine d'odorisation en haut de falaise, mais on l'oublie ; le danger extrême dû aux mines stockées dans l'espace marin que l'on voudrait creuser de façon inconsidérée et ainsi

le destabiliser ; des pollutions très significatives issues du terminal pétrolier (rapport du 8 mars 2008 d'Air Normand) démontrant que les valleuses sont le chemin naturel que prennent les émanations sous vent dominant de sud-ouest et que prendrait donc le méthane en cas de fuite de gaz ; volatilité du méthane qui passerait rapidement au dessus des falaises et envahirait le plateau ; une mise en danger de la faune marine et aussi de l'activité de pêche avec un rejet d'eau chlorée et refroidie de 6° C après son passage dans les échangeurs thermiques à un débit de 10 m³ par seconde.

M. Auber a ensuite présenté l'aspect du site après implantation du terminal et d'autres maires ont exposé leur opposition à ce projet.

L'enquête publique sera d'une importance capitale pour que la population soit entendue par l'Etat.